

Polémique sur le langage inclusif, p.4 Un an de lock-out au port de Québec : c'est assez p.5
Retour sur l'été en arts visuels par Guy Sioui-Durand, p.7

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 50, Numéro 4, Septembre Octobre 2023 > Droitdeparole.org

CRISE DU LOGEMENT



Touche pas à ma cession de bail

À Québec, comme dans plusieurs villes, des locataires dénoncent le projet de loi 31 qui veut enlever le droit aux locataires de céder leur bail.

À lire en page 3

Pour la fin des Airbnb à Limoilou ?

Des solutions existent pour mettre un frein à la crise du logement. Jackie Smith et Transition Québec proposent d'interdire les Airbnb. **détails en page 3**

Transformer les immeubles à bureau ?

Un lecteur propose aux gouvernements de transformer les immeubles à bureau inoccupés en logements. **page 2**

Des manifestantes tenant une bannière au titre du film Ma cité évincée lors de la manif du 16 septembre à Québec pour défendre le droit à la cession du bail.

Photo : Nathalie Côté

Les journaux communautaires ne sont-ils utiles qu'en temps de crise ?

Monsieur Mathieu Lacombe
Ministre de la Culture et des Communications

Monsieur le Ministre,

La publicité émise par le Gouvernement du Québec dans les médias écrits communautaires est quasi inexistante, et cela met en péril la survie de plusieurs d'entre eux. Pourtant, lors de la pandémie, il était crucial pour le Gouvernement, notamment pour le ministère de la Santé et des Services sociaux, de faire publier ses messages dans les journaux communautaires afin d'informer le plus de gens possible. Or, depuis janvier 2022, presque plus rien. Nous sommes revenus au même stade qu'avant la pandémie ; les médias écrits communautaires ne reçoivent que des miettes en matière de publicité gouvernementale.

Nous avons peine à penser, Monsieur le Ministre, que les journaux communautaires ne sont utiles qu'en temps de crise. Mais où est donc diffusée la publicité gouvernementale ? Est-ce que tout passe par les réseaux sociaux, ces méga-entreprises américaines ? Un sondage mené en 2018 par la firme Advanis Jolicoeur démontre que le taux d'appréciation de la presse écrite communautaire est de 94%. La fonction principale d'un média écrit communautaire est de transmettre de l'information locale ou régionale sur un territoire délimité géographiquement. Il reflète l'actualité de toute une communauté.

Le ministère de la Culture et des Communications reconnaît le rôle essentiel des médias écrits communautaires depuis fort longtemps en leur accordant une aide financière primordiale. Ce que nous souhaitons maintenant, Monsieur le Ministre, c'est que les différents ministères et sociétés d'État en conviennent également. À cet effet, nous vous demandons de bien vouloir nous appuyer en incitant vos collègues à donner les directives nécessaires afin que le placement de publicités gouvernementales reprenne dans les médias écrits communautaires. Nous aimerions aussi que ce même message soit transmis à la firme Cossette, l'agence officielle du Gouvernement du Québec en cette matière.

Les lecteurs de la presse écrite communautaire du Québec sont en droit d'être informés de toute annonce faite par leur gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, mes cordiales salutations.

Le président de l'Association des médias écrits communautaires du Québec



Joël Deschênes

Locaux commerciaux vides et crise du logement

Messieurs mes premiers ministres,

M. Trudeau et M. Legault, j'ai une idée pour vous et elle est libre de droit.

Je pars seulement de trois constats :

- 1- Il y a des espaces commerciaux libres dans nos centres villes,
- 2- Il y a des commerçants qui ont faim de fréquentation, dans ces mêmes centres villes,
- 3- Il y a une réelle crise du logement pour des personnes et des familles.

Pourquoi pas, MM. les premiers ministres, profiter de cette conjoncture pour mettre sur pied un programme conjoint de conversion d'espaces commerciaux en espaces d'habitations ?

Je me permets d'en profiter pour vous dire qu'il ne faut pas procéder avec des foutus crédits d'impôt. Ceux-ci n'ont que des effets pervers. D'abord, il est alors sous-entendu que ce n'est pas un honneur de payer tous ses impôts. De plus, avec 30 à 40% de la population qui ne paye pas d'impôt, ceux-ci ne peuvent y trouver leur compte tout en

étant celles et ceux qui ont le plus besoin de l'attention de nos gouvernements.

Des immeubles vides ou presque vides existent. Il vous suffirait d'en financer les conversions et ensuite, bien sûr, il vous faudrait faire réapparaître dans vos vocabulaires respectifs ces mots qui ne mordent pas : LOGEMENT SOCIAL. Il vous coûtera moins cher de convertir des espaces existants, en ne finançant que la conversion. Il vous faudrait convenir de « prendre sur vous » et de financer à long terme la partie que les locataires ne peuvent pas payer. Ce pourrait être comme certains programmes actuellement, à savoir que 50% des locataires se verraient aider pour payer leurs logements afin d'économiser sur les énormes coûts engendrés par des citoyens errants sans domicile.

Des coops ou des organismes à buts non lucratifs existants pourraient se permettre d'acheter ces immeubles s'ils étaient assurés de ne pas devoir s'endetter davantage pour convertir les espaces en question.

Renaud Blais, Québec

ENSEMBLE, NOUS SOMMES ÉCORESPONSABLES !



**ON ANNONCE
LOCALEMENT !**

**ON ACHÈTE
LOCALEMENT !**

**ON INFORME
LOCALEMENT !**

Droit de parole

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.

Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Andréann Poirier, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards,
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Lorraine Paquet, R.Martel

Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Michaël Lachance, Guy Sioui-Durand, Claude Bélanger, Gilles Simard
Photos : W. Stuart Edwards,
Illustration : Klody Tremblay
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



À la défense des droits des locataires

Par **Nathalie Côté**

« On demande le retrait du projet de loi 31 sur la cession de bail et une réelle politique du logement favorable aux locataires ». Ce sont les mots d'un homme indigné prononcés devant l'Assemblée nationale le 16 septembre dernier. Il exprimait une réelle inquiétude de la population.

L'actuelle crise du logement s'intensifie avec statistique à l'appui : les nouvelles données témoignant d'une augmentation significative de l'itinérance dans plusieurs villes du Québec sèment l'indignation. Dans ce contexte, le projet de loi 31 (dont l'étude en commission parlementaire s'est terminée le 20 septembre) en choque plusieurs.

Ce projet de loi veut retirer un droit aux locataires (inscrit dans le Code civil depuis 1973) en voulant restreindre la cession de bail. Sinon la rendre impossible. Les locataires ont en effet la possibilité de céder leur bail à un autre locataire, en cours de bail. Vouloir enlever ce droit aux locataires, sous prétexte qu'ils en abusent, révèle une certaine insensibilité du gouvernement de la CAQ envers les citoyens à faible revenu et pour les droits des locataires.

Selon Cédric Dussault, porte-parole du Regroupement des comités logements et des associations de locataires du Québec (RCLALQ) : « La perte du droit de cession de bail accentuerait le déséquilibre déjà immense entre locataires et propriétaires. Dans un contexte de grave crise du logement, ce projet de loi ne propose rien pour



Manifestation le 16 septembre à Québec. Photo : DDP.

contre l'explosion des loyers, la multiplication des évictions et la discrimination omniprésente dans la recherche de logement. C'est déjà complètement irresponsable. Mais vouloir, par-dessus le marché, retirer aux locataires le seul réel moyen qui leur reste de se prémunir contre des hausses abusives et la discrimination, c'est carrément indécent ».

« Nous voulons des logements pas des hôtels »

Par **Nathalie Côté**



Action du 20 septembre pour défendre la cession de bail devant l'Assemblée nationale. Diverses actions se sont succédées pendant la commission parlementaire sur l'étude du projet de loi 31 qui a pris fin le 20 septembre. À suivre. Photo : W Stuart Edwards.

La conseillère de Limoilou demande qu'on retire de son district les zones permettant des évictions pour changement d'affectation afin d'y interdire la conversion des logements en Airbnb. Les nouvelles données rendues publiques récemment par le Ministère de la Santé et des Services sociaux présentent les évictions comme première cause de l'itinérance.

Une pétition demandant d'interdire ce type d'éviction dans Limoilou a été signée par 500 personnes : qu'aucune conversion de logement au profit d'Airbnb ne soit possible dans l'ensemble du district de Limoilou. Elle a été déposée au conseil municipal.

« Depuis mon élection, soutien Jackie Smith, j'ai de plus en plus de plaintes pour des évictions de logements à prix modique convertis en Airbnb. Plusieurs logements de mon quartier se trouvent dans des zones où les propriétaires peuvent en toute légalité évincer des locataires pour se lancer dans la

location à court terme. Alors que le manque de logement est criant et que cette crise pousse de plus en plus de gens à la rue, il est inadmissible que cette pratique continue d'avoir cours. »

Limoilou, Saint-Roch et ensuite ?

Au conseil municipal du 4 juillet dernier, un avis d'intention de la Ville touchant plusieurs secteurs de St-Roch et y gelant la possibilité de convertir des logements en hébergement touristique a été déposée : « Avec cet avis d'intention, la Ville est venue démontrer que ce que nous demandons est tout à fait réalisable, rapidement et sans frais, précise Jackie Smith. Nous voulons du logement, pas des hôtels. N'attendons pas qu'il soit trop tard ».

Ma cité évincée

Par **E. Bernays**

Un film documentaire co-réalisé par Laurence Turcotte-Fraser et Priscillia Piccoli, premier lauréat du prix Jean-Marc-Vallée (prix du public), pendant le Festival de cinéma de la ville de Québec. Une œuvre qui donne la parole aux victimes

de la spéculation immobilière à Montréal. Le film embrasse un sujet criant d'intérêt et d'actualité au Québec. Présenté en avant-première à Québec le 15 septembre, le film sera à l'affiche en salle à partir du 20 octobre.



Fini l'écriture inclusive !

Par Gilles Simard usager « repentant » de l'écriture inclusive

C'est à Droit de Parole que tout ça a commencé pour moi, et c'est à Droit de Parole que ça se termine. Quoi au juste? L'écriture « inclusive », cette novlangue issue du politiquement correct qui, sous couvert d'inclusion et tout le bataclan, laboure, morcelle, disloque et rabote la langue au point d'engendrer de la confusion chez le lecteur et de brouiller le message initial, quel qu'il soit, outre d'exclure une bonne partie de la population éprouvant des difficultés de lecture (troubles dys*, immigrants, analphabètes, etc.).

Ainsi, alors que ma formation de journaliste me criait pourtant le contraire, je m'aperçois que si j'ai employé (en partie) l'écriture inclusive pendant toutes ces années, c'était par désir de bien faire certes, mais aussi pour acheter la paix et ne pas trop déplaire aux camarades. La fameuse doxa de gauche, quoi.

Auto-saboter son message

En réalité, notre cerveau n'ayant que quelques pauvres demi-secondes pour accrocher (ou pas) au paragraphe principal (lead) d'un article ou d'un texte, pourquoi, voulez-vous bien me dire, compliquer ce message en le truffant de parenthèses, tirets, points médians, gros E ou encore d'une tralée de mots à double flexion (Québécois, Québécoises, lecteurs, lectrices, citoyens, citoyennes, etc.)? Pourquoi compliquer la visualisation et la verbalisation intérieure du message principal si ce n'est pas pour se soumettre (consciemment ou pas) aux diktats du politiquement correct (wokisme) plutôt qu'autre chose? On ne désinvisibilise pas les femmes (au contraire!) et on n'aide aucune minorité quand on fait décrocher le lectorat du message principal à cause d'une féminisation à outrance ou encore d'un langage trop particulier trop poussé. Ça devient alors de l'auto-invisibilisation voire de l'auto-sabotage.

Une écriture qui exclut

Cela dit, je n'ai rien contre une féminisation intelligente des termes, voire une écriture épicienne qui allégera un texte tout en ménageant les humeurs sociales de mon lectorat. Mais là où le bât blesse avec l'écriture inclusive tous azimuts, c'est qu'à force d'acrobaties grammaticales et d'improvisations syntaxiques devant s'accorder avec toute la constellation des différentes catégories de genres ou d'oppressions, cette écriture, qui prétend englober tout le monde, exclut d'entrée de jeu, je le répète, les personnes dys, les analphabètes (fonctionnels ou pur jus), les immigrants, les étudiants étrangers, sans compter tous ceux et celles qui écrivent au son et qui pullulent chez les « dos-voûtés », ces néo-zombies aveugles et rampant sur les trottoirs, traînés de peine et de misère par leur téléphone-tracteur. Méchante contradiction, n'est-ce pas, que d'exclure tout ce beau monde en prétendant l'inclure?

Non mais? Comment voulez-vous qu'une personne dyslexique ou dysorthographique puisse décoder du sens dans un texte où une chatte n'y retrouverait pas ses petits? Un texte où le cerveau buttera constamment sur les tirets, les gros E, les parenthèses et les points médians quand ce ne sera pas sur les iels-les, les toustes et les ceux-ses inaccordable de cette novlangue prétendument non genrée? Comment verbaliser intérieurement, lire et décortiquer aisément une graphie qui ressemblera tantôt à un indicateur de chemins de fer avec des stations pénitentielles, tantôt à un trip d'acide sémantique et ribonucléique? J'exagère? À peine...

En tous cas, n'allons surtout pas nous méprendre sur les réticences tout à fait normales d'une majorité populaire totalement ahurie par ce fourbi pronominal égotiste, elle à qui on n'a jamais demandé son avis, et elle qu'on traitera si facilement de réactionnaire ou d'arrié-

rée dès qu'elle formulera la moindre critique censée contre cette langue des offensés en permanence.

Le message plutôt que l'idéologie derrière

En terminant, je pourrais très certainement ajouter quelques bonnes dizaines d'arguments de linguistes, grammairiens, philosophes, sociologues, orthophonistes et autres spécialistes en tous genres qui disqualifient l'écriture inclusive, mais à ce stade, ça deviendrait de l'empilage pour de l'empilage et ça ne ferait qu'alourdir ce texte, lequel n'a bien sûr pas la prétention d'être un réquisitoire exhaustif sur un tel sujet à la fois si simple et si complexe.

Rappelons simplement qu'il y a mille et une manières de travailler à l'égalité des femmes, sans pour autant user à outrance de la féminisation des termes dans l'écriture. De même, on peut être favorable aux besoins des minorités en tous genres, sans qu'il soit nécessaire pour autant de se soumettre à l'idéologie woke du moment, si populaire soit-elle dans certains milieux de gauche où foisonnent la supériorité morale, les bons sentiments et la vertu.

Enfin, s'agissant de la mouvance derrière l'écriture inclusive, je dis oui à une analyse intersectionnelle équilibrée, mesurée, mais je répugne à toutes les formes de dogmatismes qu'elle peut engendrer lorsqu'elle déborde et se transforme en « blob » idéologique insinuant, suppurant, étouffant et mortel pour l'intelligence.

Vive une écriture libre, vive une parole libre!

*Troubles dys : Troubles cognitifs d'apprentissage; dyslexie (écriture), dysorthographie (expression écrite), dysphasie (langage oral), dyscalculie, dyspraxie verbale, etc.



MICRO CHERCHE PERSONNE MATINALE POUR ANIMER LA QUOTIDIENNE QUÉBEC, RÉVEILLE !

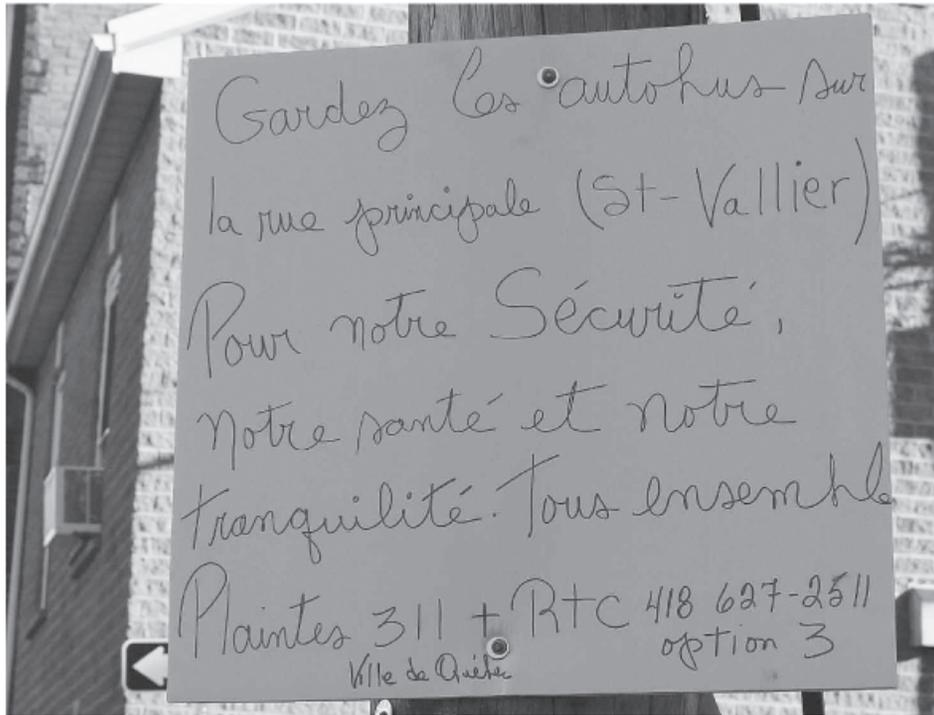
Micro ayant du vécu mais encore fringant cherche une personne partageant les valeurs et la mission de CKIA afin de passer de beaux matins ensemble, et plus si affinités !

POUR POSTULER:
WWW.CKIAFM.ORG



Saint-Vallier Ouest à sens unique : la Ville doit revoir son projet

Par Nathalie Côté



Sur la rue Saint-Luc, été 2023. Photo : DDP

Au printemps 2023, la Ville de Québec annonçait un grand chantier sur la rue Saint-Vallier Ouest. Comme cela a été fait sur la route de l'Église à Sainte-Foy, la Ville doit faire des travaux majeurs d'aqueduc; c'est l'occasion de verdir la rue, de la rendre plus humaine. Jusque là tout va bien.

Mais la Ville en a surpris plus d'un en annonçant non seulement la plantation de quelque 200 arbres sur 1,2 kilomètre de Saint-Vallier, entre Marie-de-l'Incarnation et le boulevard Charest, mais aussi dans sa volonté de transformer la rue en sens unique. S'en sont suivies des consultations citoyennes en présence et en ligne. Une version « finale » sera présentée cet automne par la Ville. Le chantier, devant débiter au printemps 2024, ne fait pas l'unanimité.

Certes le verdissement de la rue est inespéré et attendu depuis longtemps, mais le projet pose de sérieuses questions de sécurité pour les résidents du quartier. Le comité piéton du Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur

(CCCQSS) s'est penché sur les effets du sens unique et apporte une critique fondée sur une expérience du terrain vécue par les résidents et les résidentes du quartier qui ont partagé leurs préoccupations.

Pertes de services et de sécurité

Catherine Rainville du CCCQSS résume les problèmes principaux liés au déplacement de plusieurs circuits de bus (les 1, 19, 80 et 85) qui devront emprunter les petites rues du quartier (notamment des Oblats, Saint-Luc), dans la perspective d'une seule voie réservée au bus allant de l'est vers l'ouest. « Il y aurait une importante diminution du service et un problème de sécurité », explique-t-elle. « Pour les personnes âgées et celles à mobilité réduite, marcher 300 ou 400 mètres de plus pour prendre un bus peut être difficile voire impossible ». Sans compter, comme le souligne Catherine Rainville que l'hiver, la rue et les trottoirs de la rue des Oblats et des plus petites rues du quartier ne sont pas aussi bien déneigés que la rue Saint-Vallier. Cela pourrait rendre les déplacements encore plus difficiles et diminuer la sécurité. La circulation y est déjà problématique pour les piétons alors que plusieurs trottoirs sont étroits et souvent obstrués par des poteaux de téléphone.

Le sens unique aurait donc comme effet de diminuer l'accès au transport en commun pour les personnes à mobilité réduite et pour les personnes âgées. « Surtout pour les personnes vivant au nord de la rue Saint-Vallier ouest vers la rivière Saint-Charles », précise Catherine Rainville. Elles devront marcher davantage pour avoir accès au transport en commun. Selon le CCCQSS, la Ville doit tenir compte des usagers, de la sécurité et de l'accès aux services.

Bref, le projet de sens unique semble générer plus de problèmes qu'il n'en règle. D'ailleurs l'été dernier, les trajets de plusieurs autobus ont été détournés sur les rues Saint-Luc et des Oblats alors qu'une portion de Saint-Vallier Ouest était à sens unique pour la saison des terrasses. Des résidentes et des résidents du quartier ont fait une pétition et ont dénoncé spontanément le passage des bus sur leur rue (voir photo).

Un sens unique jamais revendiqué

Même dans le Plan de mobilité durable publié en 2016 par le CCCQSS, il n'a jamais été revendiqué par les citoyens et les citoyennes du quartier de transformer la rue Saint-Vallier Ouest en sens unique. Le plan de mobilité durable demandait un apaisement de la circulation en élargissant les trottoirs et en verdissant certaines sections de la rue. Mais surtout, le plan de mobilité durable envisageait un verdissement et un apaisement de la circulation globalement dans tout le quartier. Selon le CCCQSS la proposition actuelle de la Ville doit être donc revue.

Un an en lockout : Assez c'est assez

Par David Johnson

Il y a un an, la Société des Arrimeurs a mis en lockout les débardeurs du port de Québec, refusant de leur accorder un minimum de contrôle sur leurs horaires de travail. Les débardeurs dénoncent leurs conditions de travail : aucun droit de congé, ils doivent appeler l'employeur chaque soir pour savoir quand ils travaillent le lendemain et n'ont pas de possibilité de planifier des vacances.

De plus, la Société des Arrimeurs peut faire travailler les débardeurs jusqu'à 76 heures par semaine. Ils travaillent souvent 40, 50 jours de suite, sans congé. Sans le droit au congé, c'est la vie personnelle et familiale qui souffre. Selon Stéphan Arsenault, président du local 2614 du Syndicat Canadien de la Fonction Publique (SCFP), l'employeur veut même empirer la situation : « Ils veulent enlever le droit de ceux ayant 20 ans d'expérience ou plus d'avoir une fin de semaine par mois de congé. »

Le 15 septembre, une conférence de presse a été tenue au port de Québec pour souligner l'anniversaire du lockout. Sol Zanetti, député de Québec Solidaire du comté de Jean-Lesage, a pris parole pour dénoncer cette situation intenable. « La raison pour laquelle ce conflit éternise c'est parce que la loi québécoise anti-briseur de grève n'est pas appliquée sur le territoire du port. »

Selon M. Zanetti, « le gouvernement du Québec ne devrait pas tolérer ça. » Il demande au gouvernement d'appliquer la loi québécoise pour empêcher le recours aux briseurs de grève par la Société des Arrimeurs; une demande faite à deux reprises à Jean-François Ro-

berge, ministre responsable des Relations canadiennes. En vain.

Pour l'instant, les débardeurs sont laissés sans rapport de force dans leurs négociations avec l'employeur. Ils doivent laisser passer les briseurs de grève qui traversent constamment la ligne de piquetage. En plus de l'injustice de la situation, ça crée des conflits. Cet été, un véhicule transportant des briseurs de grève a tenté de foncer sur la ligne de piquetage des débardeurs. Un geste haineux, selon le syndicat. M. Arsenault dénonce un « système de justice à deux vitesses ». Malgré les vidéos et témoignages fournis à la police de Québec, aucun retour n'a été reçu de la SPVQ. « On est vraiment revenu aux années 80 », déplore-t-il.

Et les risques à l'environnement et la santé augmentent : les briseurs de grève qui font actuellement le travail, manipulent des matières dangereuses, incluant le nitrate d'ammonium, qui était à l'origine de l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth au Liban, en 2020. « Des scabs passent des fourchettes à travers » ce qui représente un risque énorme pour les résidents du centre-ville de Québec, selon M. Arsenault. Ces briseurs de grève n'ont pas suivi les mêmes formations et n'ont pas la même expérience que les débardeurs. De plus, selon M. Arsenault les pompiers ne sont plus informés du transport de ce matériel hautement dangereux, comme c'est l'habitude pour les débardeurs.

Le syndicat dénonce de nombreux accidents au port, causés par des briseurs de grève mal-formés et peu expérimentés, en plus des risques majeurs pour la santé de la population qui vit à proximité du port.



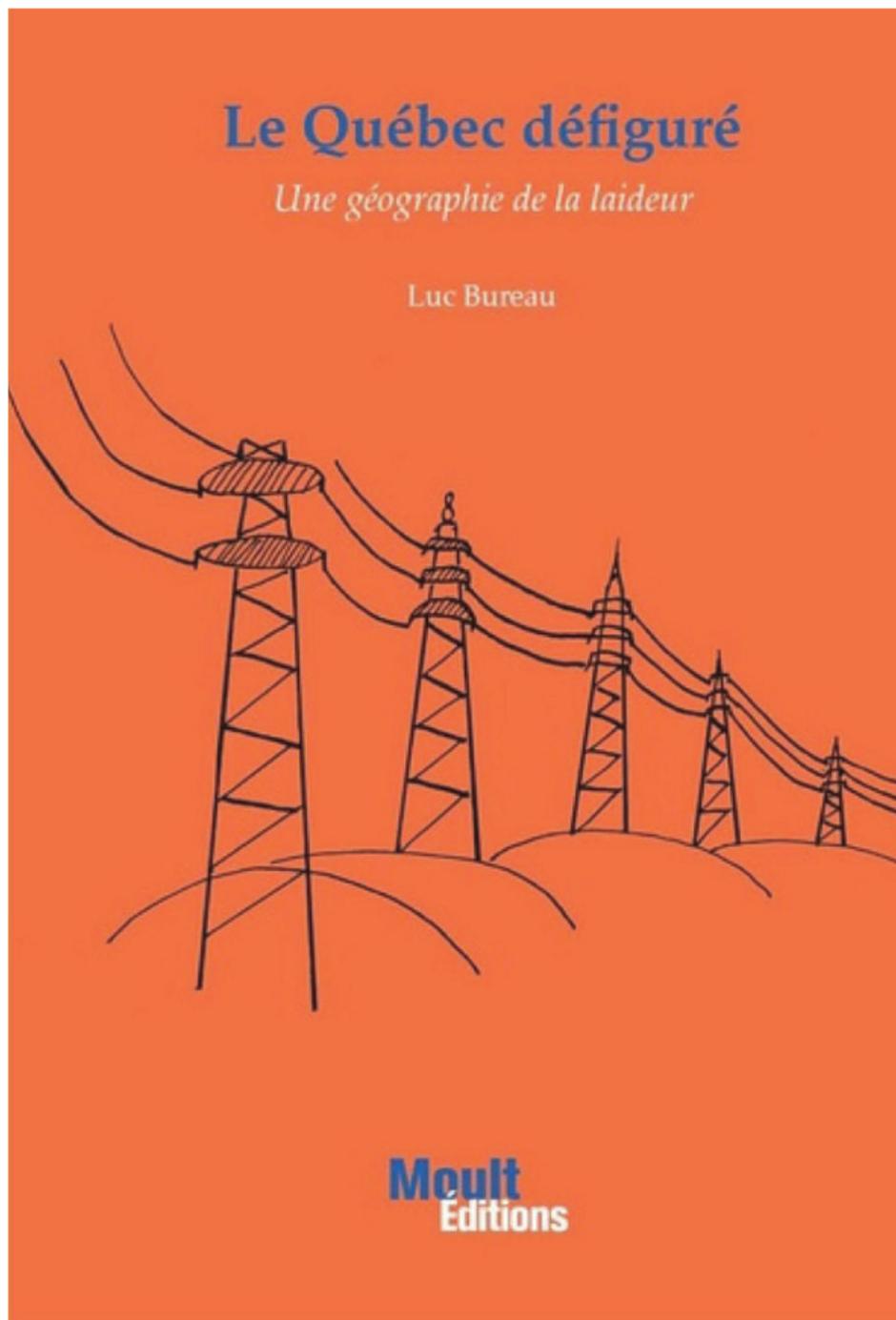
Les travailleurs en lock-out au port de Québec. Photo : W Stuart Edwards

L'été dernier, les travailleurs des ports de la Colombie Britannique ont été en grève pendant plusieurs semaines, mais la situation a été réglée rapidement. Pour Stéphan Arsenault cela s'explique : « Eux, ils étaient 5 500 en grève. Nous, on est 80 - un nombre facile à couvrir par des scabs. L'union fait la force. »

Lors de la conférence de presse du 15 septembre, Patrick Gloutney, président du SCFP Québec, a souhaité que les 135 000 membres de son syndicat se mobilisent en solidarité avec le lockout des 80 débardeurs de Québec. M. Gloutney croit aussi qu'une loi anti-briseur de grève est nécessaire au gouvernement fédéral. « Ce conflit de travail n'aurait pas duré un an si on avait une loi anti-briseur de grève », pense-t-il.

Le paysage dominé par la technique

Par Claude Bélanger, architecte retraité, Ph. D. (géographie)



LUC BUREAU
Le Québec défiguré. Une géographie de la laideur
Moult Éditions, Juin 2023

Tout juste avant que son dernier livre *Le Québec défiguré*. Une géographie de la laideur ne paraisse chez Moult Éditions en Juin 2023, le géographe Luc Bureau est décédé. Ainsi, on peut penser qu'il s'agit là d'un testament qui porte les idées les plus importantes qu'il tenait à nous transmettre.

Luc Bureau a fait carrière au Département de géographie de l'Université Laval, inscrivant ses recherches dans le champ de la géographie culturelle. Au fil des ans, il a publié une dizaine d'essais sur l'espace géographique tel qu'il est perçu culturellement. En eux-mêmes, les titres de ses ouvrages sont évocateurs d'une démarche originale et même poétique : *La Terre et moi* (Boréal 1991), *La Géographie de la nuit* (Boréal 1997), *Pays et mensonges* (Boréal 1999), *Terra Erotica* (Fides 2009), etc.

Le travail de Luc Bureau présente une nouvelle manière d'aborder la géographie. Sa recherche s'inscrit dans un cadre culturel élargi qui fait appel au mythe, à l'imaginaire, à la sociologie ou à la philosophie. Ses impressions personnelles, les références à ses propres expériences font aussi partie de sa démarche et sont souvent exprimées comme telles dans ses textes.

Dans *Le Québec défiguré*. Une géographie de la laideur, Luc Bureau tourne sa caméra vers les disgrâces dont sont affublés les paysages produits par les sociétés industrialisées. Les thèmes sont nombreux et variés : espace urbain, banlieues, campagne, lacs et rivières, infrastructures industrielles, tourisme de masse, affichage commercial, etc.

Dans cette réflexion sur les paysages défigurés, le message le plus important est celui qui relie l'enlaidissement de l'environnement à la dégradation du milieu écologique. L'origine des problèmes est que maintenant, on ne considère les travaux d'aménagements que sous leur aspect technique, alors qu'aux

époques anciennes ils relevaient des Beaux-Arts. Luc Bureau rappelle que « dans notre siècle mathématique (...) la construction et l'expansion des villes sont devenues des questions purement techniques. ». On a perdu avec les années une nécessaire coordination entre la nature des aménagements construits et leur contexte culturel, géographique, sociologique.

Malgré tout, les textes de Luc Bureau ne sont pas si sombres car ils s'inscrivent dans une réflexion générale sur l'évolution de la société, sur les forces qui poussent celle-ci à produire la laideur. Le cadre de la réflexion inclut les grands textes de l'histoire de la pensée, en remontant jusqu'aux mythologies de l'Antiquité. Enfin, comme à toujours su le faire Luc Bureau, l'humour et l'ironie émaillent un discours vif et loin d'être ennuyeux. Une dernière nouveauté : l'auteur a dessiné lui-même les croquis qui illustrent le texte. On pense à Antoine de Saint-Exupéry qui tenait à illustrer lui-même son *Petit Prince*. Il n'y a pas de hasard : « La beauté est éphémère » comme mentionne le géographe au *Petit Prince*.

Avec les années, les critiques littéraires ont toujours loué le magnifique style de Luc Bureau. Ici s'ajoute l'importance du message concernant la beauté des paysages et la conservation des milieux naturels. Luc Bureau cite, du début de l'ouvrage, Élisée Reclus (1830-1905), le géographe auquel il a souvent fait référence :

« Une harmonie secrète s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit, et quand les sociétés imprudentes se permettent de porter la main sur ce qui fait la beauté de leur domaine, elles finissent toujours par s'en repentir ».

« *Du Sentiment de la nature* », *La Revue des Deux Mondes*, no 63, 15 mai 1866.

Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou
il ne faut pas manquer **Le Bal du Lézard**
★★★★★★

Bon choix musical-Terrasse-Ambiance sympathique-Plus de 20 sortes
de VODKA-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie
québécoises-7 bières pression-Cidre pression et cidre en bouteille ! La place dans le quartier

Le bar à Limoilou... depuis 1985

Le Bal du Lézard
1049 31^{ème} Avenue
Québec, Limoilou, ☎ 529.3829

FONDS DE SOLIDARITÉ DES GROUPES POPULAIRES

La défense des droits, j'y crois!

Saviez-vous que vous pouvez appuyer le Fonds en ligne?
fsgpq.org/don

L'« AUTRE » ÉTÉ À QUÉBEC... AVEC ART

Par Guy Sioui-Durand

Je sais, l'automne est installé. Mais revenons, le temps de ce texte, vers le bonheur commun comme regard « autre » de cet été à Québec¹. Ça et là le long de nos routes d'eaux et parcs, l'art à visée communautaire dehors est réapparu. Des cascades moins connues de la rivière Beauport mais surtout le long des rives de rivière Akiawenrahk (St-Charles), allant de la chute tumultueuse à Wendake jusqu'à l'entrée dans le fleuve, de tels « signaux faibles » par rapport aux grands événements se firent œuvres tantôt sous le pont de l'Aqueduc, entre les passerelles des Trois Sœurs et celle de la Tortue, dans la cour de l'îlot de l'Intendant, au Bassin Louise jusqu'à la Place Royale, inoculant du merveilleux et de l'« ensauvagement » par l'art dans la vie quotidienne.

Du côté des cascades de la rivière Beauport

Une promenade vers les paisibles cascades de la rivière Beauport ne pouvait que tempérer les montées turbulentes des eaux des rivières et les fumées des feux de forêts. À proximité s'y trouve La vie est belle, monsieur Drouillard, un trio œuvré d'ados perplexes par le sculpteur et musicien Jean-Robert Drouillard. Songeaient-ils à la luxuriante installation Les armures de satin, à la mémoire des sororités passées et futures orchestrée par la talentueuse Annie Baillargeon, cocréant avec des femmes âgées engagées dans leur communauté dans Charlesbourg?

Le long de la rivière Akiawenrahk / Saint-Charles

Mais c'est surtout la déambulation artistique estivale Le long de la rivière Akiawenrahk / Saint-Charles que ça s'est orchestré. Elle a commencé à Wendake où le Pow wow a connu une étincelante édition marquée par une nouvelle génération de danseuses. Les rythmes et sons autochtones se transporteront en août au kiosque Edwin Bélanger sur les plaines avec le dynamique spectacle musical du rappeur wendat-guinéen Joseph Sarenhes, entouré de sa sœur dansant en regalia Aisha N'diaye Bastien et de leur père, tandis que les arts visuels s'insèreraient dans les passages insolites à la Place Royale. Entre les deux pôles, bien des surprises.

Le Musée de l'eau de la rivière

Sous le pont de l'Aqueduc², l'artiste d'origine brésilienne et résidente du quartier St-Sauveur Giorgia Volpe a installé en équipe Le Musée de l'eau. Sous forme de magnifiques cubes vitrés, ils contiennent des bouteilles de verre stylisées remplies de prélèvements d'eau en provenance de divers endroits du fleuve, de la rivière ou du lac réservoir d'eau potable. Que voilà de l'art public écologiste « glocal », c'est-à-dire invitant à agir ici en ayant une conscience planétaire. À Québec seulement près de 200,000 bouteilles d'eau en plastique sont utilisées tous les jours alors que les défis entourant l'accès à l'eau potable que posent les sécheresses, inondations et ébullitions climatiques, déterminent un enjeu planétaire.

Biindaakoozh, un bijou de sculpture publique

Au Musée de l'eau s'ajoute l'élégante sculpture Biindaakoozh, ce qui signifie et exprime en langue anishnaabe (a'thekwānonhronhkwānion' en langue wendat), ce sentiment sacré autochtone du rapport au ciel, à la rivière, aux grands et arbres et à la flore. Œuvre de l'artiste Anishinaabé Nico Williams, voilà un bijou d'œuvre d'art autochtone public. Sise à Stadaconé (Limoilou) près de la jolie passerelle de la Tortue, cet ajout nous rappelle qu'il y a plus d'une dizaine de sculptures le long des deux rives avec des noms évocateurs comme Suivre son cours, être rivière ou école buissonnière.³

Osez danser solo

Mi-août, d'originaux solos de danse pour simples spectateurs participèrent à notre déambulation artistique le long des berges, avec une pointe au Parc de l'Artillerie. Il fallait y vivre la simplification dansée des fameux tableaux de théâtre vivant d'Où

¹ Bien sûr, il y eu les croisières vers l'île-aux-grues fêtant le centenaire du fameux peintre des grandes oies, Riopelle. Des voitures « vintages » comme à Cuba se sont stationnées sur le quai du fleuve. Le grandiose Festival d'été de Québec s'est ajusté aux éclairs et à la pluie pour célébrer la résilience musicale francophone pour nos « cow-boys » des perséides « filantes ». Que dire du design urbain et l'achalandage à la nouvelle plage du Foulon s'ajoutant à la baignade

² Le projet et la sculpture de Volpe est là où se trouvait au XIXe siècle l'aqueduc municipal et dernier espace bétonné des berges de la rivière.

³ L'esprit des lieux de qu'est la rivière Akiawenrahk (Saint-Charles) et ses berges recèlent plus d'une dizaines de sculptures, : Classe buissonnière, Ludovic Boney 2008; Habitats fauniques (Grand Héron, Martin-pêcheur, Goéland à Bec fermé, Hironnelle bicoloré) Truong Chanh Trung 2008; Être Rivière, Luce Pelletier 2008; Le tout reste un peu flou, Marc-André Côté 2009; Suivre son cours, Caroline Gagné, 2009; Panorama Charlie, MC Grou 2023; Musée de l'eau, Giorgia Volpe, 2023; Biindaakoozh, Nico Williams, Le Fruit Maudit, Cooke-Sasseville 2021; deux interventions architecturales Passerelle des Trois Sœurs, ABCP Architecture 2016; Passerelle de la Tortue, ABCP Architecture 2021; 2023 et nombres d'activités artistiques comme Où tu vas quand tu dors en marchant? 2019 du Carrefour International de Théâtre; le projet collectif in situ Yahndawa', portages entre Wendake et Québec 2021-2022 et Ozez! En solo, Danse K par K.



Le Musée de l'eau de Giorgia Volpe fait de cubes vitrés contenant des bouteilles de verre stylisées remplies de prélèvements d'eau en provenance de divers endroits du fleuve, de la rivière et du lac Saint-Charles. Sous le pont de l'Aqueduc jusqu'en octobre 2023. Photo : Giorgia Volpe

tu vas quand tu dors en marchant? dont l'édition de 2019 s'était installée des deux bords vers la passerelle des Trois Sœurs. Les corps dansés d'une Angélique Amyot, très active comme intervenante sociale par la danse dans la communauté et la présence du réputé Benoît Lachambre entre les arbres de la rivière, en étaient.

La Place Je dis

Autre escale populaire en se rapprochant du fleuve : la cour de l'îlot de l'Intendant à la basse-ville. L'inventif collectif Théâtre Rude Ingénierie a transformé la cour arrière de son atelier en *Place Je dis* pour rencontres conviviales, observations du maïs qui pousse, vol des abeilles autour de leur ruche, films environnementaux et pique-niques pour tous.

Des passages insolites investis des esprits ensauvagés

Laissant le dessin sculpté, Le grand rêve américain de Jasmin Bilodeau aux couchems de soleil sur le quai du bassin Louise, le quidam pouvait monter l'étroite rue/escalier en pente qui mène de Place Royale à la Côte du Palais, comme Passages insolites, en frôlant aux étages du bâtiment des installations exceptionnelles d'artistes allochtones et autochtones - une première en dix ans d'existence de l'événement - en ce lieu premier de la Nouvelle-France.

Kakike ickote / Kakiwimohowk

L'artiste Atikamekw Nehirowisiw originaire d'Opitciwan Eruoma Awashish, a orchestré son installation animalière Kakike ickote (Feu éternel) dont on aurait dit, avec Kakiwimohowk (ils chuchotent), que certains corbeaux s'étaient échappés des voûtes historiques de ce bâtiment jadis occupé par un commerçant des fourrures vers l'escalier extérieur.

Rassemblement familial

L'étonnant Rassemblement familial (2019) donnait à penser à une maison longue sous forme d'abri tempo aux parcours surchargés de souvenirs d'époque et de lieux de remises comme agencements d'objets. Ici le génie wendat de Ludovic Boney⁴, ne manquait pas de sourires.

Marée noire

Reflét « fissuré » de la part française de l'alliance commerciale à l'époque de la traite des fourrures, se trouvait l'exceptionnelle Marée noire, une totale prise de possession sculpturale de l'étage premier. Signature de Baptiste Debombourg, des vitres craquelées d'automobiles recouvrant tout, du mobilier au plancher pour se fondre aux murs vitrés visibles de la rue-escalier. Ajoutons-y SmallTalk d'Anthony Mouse, la mignonne miniature des façades de la rue Notre-Dame en soupirail.

Les pratiques d'art communautaire publiques, principalement écologistes, sont de retour. Dans tous les cas, ces haltes innovantes donnent encore à penser que l'on peut changer le monde par l'art

⁴ Les sculptures d'envergure en lieux publics de Ludovic Boney « marquent » le territoire de Québec avec Cosmologie sans genèse dans la cour du Musée National des Beaux-Arts sur les plaines (2016) comme l'imposant Codex Populi à l'Hôtel de Ville (2017) son lumineux Lever de soleil sur le Nord sur la base de plein air à Sainte-Foy (2019), ou, ou Les arches d'entente dans le hall du musée de la civilisation 2020



Du lunch de la petite dernière



au compost.

Les pelures d'oignon de votre souper, les coquilles d'œufs de votre brunch, les restants de lunch des enfants et même la carcasse du poulet que vous vous êtes fait livrer vont au compost. **Composter, c'est facile comme ça.**



Pour découvrir tout ce qui se composte, visez ce code QR avec la caméra de votre téléphone intelligent.



De l'assiette du beau-frère



au compost.

Les pelures d'oignon de votre souper, les coquilles d'œufs de votre brunch, les restants de lunch des enfants et même la carcasse du poulet que vous vous êtes fait livrer vont au compost. **Composter, c'est facile comme ça.**



Pour découvrir tout ce qui se composte, visez ce code QR avec la caméra de votre téléphone intelligent.

L'argent du monde

Par Francine Bordeleau

Crise du logement, crise de l'itinérance, crise à l'épicerie... Ces crises d'aujourd'hui largement médiatisées, typiques du libéralisme économique, ne sont donc pas inédites. Hernan Diaz et Kevin Lambert offrent toutefois un éclairage inédit sur nos temps difficiles.

Avec *Trust*, son second roman, Hernan Diaz, né en 1973 en Argentine et installé aux États-Unis depuis 1999, a remporté le prestigieux prix Pulitzer 2023 de la fiction (ex-aequo avec Barbara Kingsolver) grâce à une proposition alléchante. De fait l'écrivain, qui met en scène un couple de New-Yorkais riches ayant bien profité du krach boursier de 1929, a su arrimer son propos, de nature politique, à une forme assez audacieuse qui emprunte à « l'effet Rashōmon ».

L'effet Rashōmon, concept désignant le fait que l'interprétation d'un événement varie selon les personnes impliquées, tire son nom du film japonais *Rashōmon* (Akira Kurosawa, 1950), dans lequel quatre versions différentes de ce qui est peut-être un meurtre sont soumises au jugement du spectateur. *Trust* se compose ainsi de quatre manuscrits ayant comme objet la vie (et la réussite éhontée) du tout-puissant financier Andrew Bevel.

Vérités et mystifications

Nous sommes dans les années 1930, durant la Grande Dépression, et Andrew Bevel n'a jamais été aussi riche. Le voici du coup malmené par la presse économique. D'aucuns l'accusent d'avoir joué un rôle décisif dans le krach de 1929. C'est sans compter le roman *Obligations* (qui est aussi le premier manuscrit de *Trust*) écrit par un certain Harold Vanner : plus un livre à clés qu'une fiction. « J'ai élevé la nation entière avec moi », se défend un Bevel qui entend clouer le bec à ses « calomniateurs » et qui, auparavant, aura réussi à faire disparaître toute trace d'*Obligations* des librairies et des bibliothèques.

Le financier se dévoile à Ida Partenza, la jeune femme qu'il a engagée comme rédactrice. La fille d'un anarchiste italo-américain installé à Brooklyn ! Voilà qui est piquant ! Andrew Bevel est pour sa part un parfait émule d'Adam Smith (1723-1790), l'un des pères du libéralisme économique. « Le marché a toujours raison. Ceux qui essaient de le contrôler ont toujours tort », affirme donc cet ardent contempteur de la Réserve fédérale, institution (créée en 1913) qu'il qualifie de « machine à bourdes » et à laquelle il impute la responsabilité de la crise de 1929.

Mais Andrew Bevel a beau se délecter d'aphorismes que n'aurait pas reniés Benjamin Franklin, du genre « Notre prospérité est la preuve de notre vertu », il était déjà ultra-riche à la naissance, ce qui atténue grandement la portée de ses préceptes. Par ailleurs, la structure de *Trust*, soit quatre manuscrits concurrents (et quatre narrateurs) qui se répondent néanmoins, aide à garder une distance avec un personnage central prompt à « tordre la réalité » pour la faire coïncider avec ses desseins.

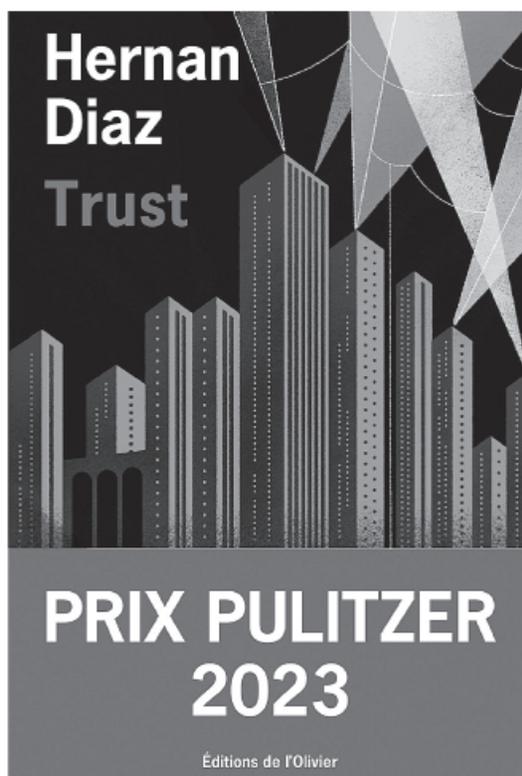
Et au terme de ce magistral roman à tiroirs qu'est *Trust*, il se pourrait que l'on se mette à croire que la haute finance use de stratagèmes similaires à ceux de la littérature de fiction.

L'aristocratie architecte

La publication de *Trust* m'amène à parler de *Que notre joie demeure*, bien que ce troisième roman de Kevin Lambert soit paru à l'été 2022, car l'auteur originaire de Chicoutimi propose lui aussi une incursion chez les privilégiés de ce monde par l'entremise d'une architecte vedette.

Céline Wachowski, 70 ans, est arrivée au sommet. Elle a réalisé des projets d'envergure mondiale et conçu des maisons pour le Tout-Hollywood. Elle a une série sur Netflix. Sa fortune se chiffre à cinq milliards de dollars. Architecte au style à la fois célébré et controversé, elle peut se targuer d'avoir laissé son empreinte à l'échelle planétaire.

Son seul regret : ne pas avoir réussi à « être ce nom qu'on associerait immédiatement à Montréal ». Or ce rêve est maintenant en voie de se concrétiser grâce à la multinationale Webuy, qui a choisi les Ateliers C/W, le cabinet de Céline, pour son siège social de Montréal. Las ! Le Complexe Webuy, implanté à proximité de La Petite-Patrie, n'a pas l'adhésion des habitants du quartier et naît dans la polémique. Dans le même temps, l'architecte, jusque-là enfant chérie des médias, voit son image ternie par quelques journalistes. C'est le début de la chute...



HERNAN DIAZ
Trust
Éditions de l'Olivier,
Paris 2023, 394 p
En librairie
le 6 octobre.

Est-ce naïveté ? Reste que Céline Wachowski croit que l'architecture est « un art du peuple », qu'un bâtiment peut « inscrire un peu de beauté dans le quotidien des hommes et des femmes ». Mais la beauté ne s'offre pas gratuitement, elle a un prix que tous n'ont pas les moyens de payer. Cette donnée a peut-être échappé à notre héroïne, qui s'est élevée au-dessus des contingences des petites gens grâce à l'argent. Aussi peine-t-elle à comprendre pourquoi l'édifice en apparence si bien construit de sa vie est en réalité aussi lézardé et, pire encore, pourquoi elle est devenue subitement la personnification honnie du capitalisme sauvage et de l'élite mondialisée.

Critique sociale acerbe, *Que notre joie demeure* est servi par une écriture forte inspirée de Marie-Claire Blais et de son grand cycle *Soifs*. Densité et longues phrases sinueuses sont donc au rendez-vous.



KEVIN LAMBERT, *Que notre joie demeure*, Montréal, Héliotrope, 2022, 384 p.

Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole public à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

laisse-je des pointillés
entre les murs
quand j'appelle le taxi

possèderas-tu un jour
quoi que ce soit
ni ton nid
ni des mots pour t'en réclamer

ta maison
sais-je la faire tenir
*

je refuse d'être mythique
d'être la question
avant que tu dormes

ils annoncent des orages
rien d'assez grave
rien qui m'attacherait
au centre des terres
retournées
par tes manies d'enfant

pardonne-moi
déteste-moi
*

j'ai vu de grands chanteurs
mourir
et des coqs vivre
à ma table

ce qui m'impressionne
demandes-tu

je pourrais faire une liste
de ce qui se tient loin
je pourrais faire la morte
et te laisser parler
que ça m'impressionne

que ça m'impressionne

**Erika Soucy,
poème extrait de *Naître corbeau* (inédit)**

Luttes citoyennes et utopie

Comment contrer la destruction des écosystèmes? Cours de science politique appliqué à une lutte pour des espaces libres, une BD pleine d'espoir pour repenser notre rapport au territoire.

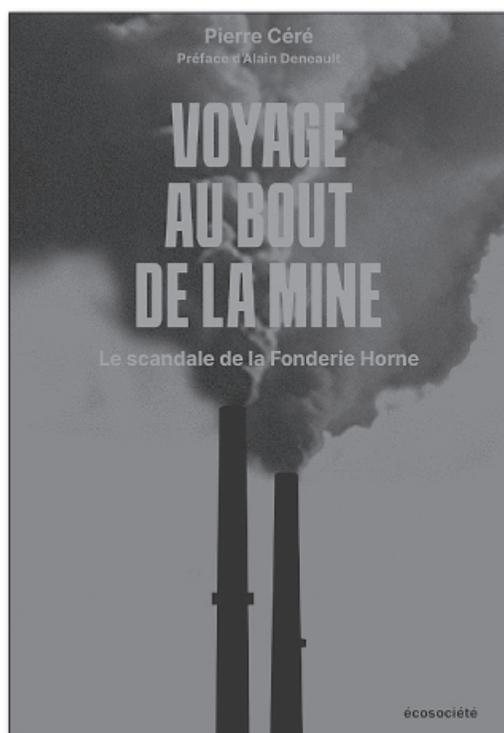
« La dystopie concrète de Ray-Mont Logistiques a engendré l'utopie concrète du Parc-Nature... Mon but est de me servir de cette lutte comme exemple des impacts de la croissance économique sur des territoires et des communautés qui entendent les préserver. »

Printemps 2020. En plein confinement, un professeur donne un cours sur l'utopie et la dystopie en s'inspirant d'une lutte menée dans le quartier Hochelaga à Montréal. Les résident·e·s du secteur se mobilisent pour défendre un terrain vague, où la nature a repris ses droits, contre la construction d'un terminal de transbordement de conteneurs. Bruit, poussière et vibrations 24 heures sur 24... Le projet de Ray-Mont Logistiques, emblématique de la mondialisation économique, fait craindre le pire. Quel pourrait être le point de bascule dans cette lutte citoyenne? En quoi les utopies peuvent-elles être le moteur d'une communauté? Comment contrer la destruction des écosystèmes?

De Robert Musil à Martin Luther King, en passant par Fahrenheit 451 et l'ère de la post-vérité, cette BD est un véritable cours de science politique appliquée. Magnifiquement illustrée par les aquarelles vibrantes de Yoakim Bélanger, elle nous invite à repenser notre rapport au territoire, où l'utopie de la nature s'oppose à la dystopie des lois implacables du marché. Alors que les « zones à défendre » se multiplient, *Résister et fleurir* livre une réflexion profonde sur le monde que nous voulons bâtir... ou détruire.



JEAN-FÉLIX CHÉNIER ET
YOAKIM BÉLANGER
Résister et fleurir
Éditions Écosociété, 176 pages



Voyage au bout de la mine
Le scandale de la Fonderie Horne
Pierre Céré, Préface de Alain Deneault
Éditions Écosociété, 276 pages

« On savait. Mais on ne savait pas. »

Pierre Céré livre une enquête fouillée et dévastatrice sur la Fonderie Horne. L'empoisonnement a assez duré.

« On devrait s'arrêter là. À l'arsenic. C'est déjà bien assez. Trop. Malheureusement, la destruction environnementale et les conséquences sur la santé publique ont beaucoup plus de sources et d'explications encore. Et il faut en parler. »

Rouyn-Noranda est une company town. Fondée en 1926, cette ville d'Abitibi s'est développée autour de la Mine Noranda et de la Fonderie Horne. Lorsque le scandale de la contamination à l'arsenic fait surface dans le débat public, en juin 2022, Pierre Céré se demande pourquoi rien n'a changé depuis que des médecins de l'Hôpital Mont Sinai ont clairement mis en évidence, en 1983, les dan-

gers causés par les métaux traités à la fonderie. Que s'est-il passé pendant toutes ces années? Le silence de la classe politique était-il complice? Comment at-on pu ignorer les effets néfastes de ces fumées et poussières toxiques sur la communauté, en particulier sur les enfants vivant à proximité?

Arsenic, plomb, cuivre, cadmium, dioxyde de soufre... « On savait. Mais on ne savait pas. » Déterrante couche après couche cent ans de complaisance et de déni, cette enquête rigoureuse dresse un panorama saisissant des impacts écologiques et sanitaires de la fonderie. Le verdict est sans appel : l'État québécois doit assumer ses responsabilités et faire payer la totalité de la facture de la décontamination à Glencore. L'empoisonnement a assez duré.

Habiter la nature

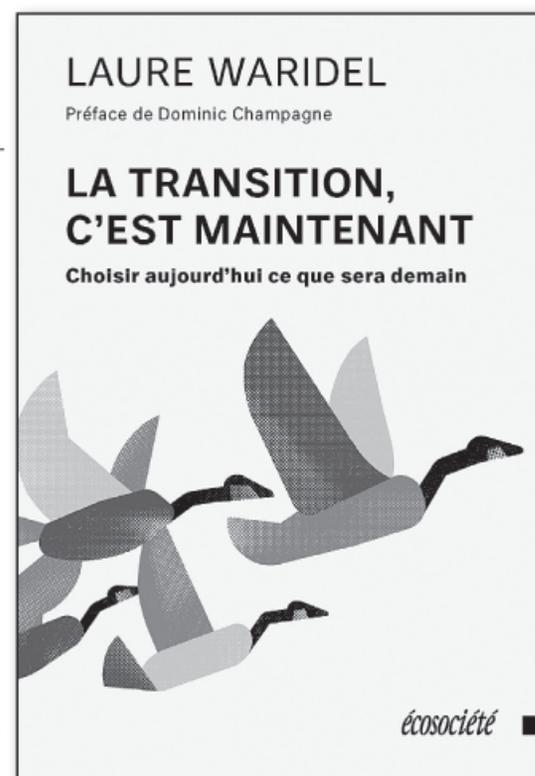
Alors que les écosystèmes se dégradent à un rythme sans précédent, on réalise que les humains confondent moyens et fins, argent et richesse, croissance économique et bien-être. Comment mettre l'économie au service du bien commun afin qu'elle opère à l'intérieur des limites planétaires? Par où commencer pour transformer un système qui a institutionnalisé la cupidité?

Au contact de citoyennes et de citoyens issu.e.s de tous les milieux, Laure Waridel trace les chemins d'une réelle transition vers une économie écologique et sociale. Son constat est clair : les solutions sont déjà là, à notre portée. L'auteure identifie les lignes de force qui permettent d'investir autrement, de tendre vers le zéro déchet, de se nourrir autrement, d'habiter le

territoire intelligemment et de se mobiliser par tous les moyens. Elle met en lumière de nouveaux paradigmes qui transforment le monde en misant sur la création de liens entre les humains et avec la nature, cette nature que nous habitons et qui nous habite tout autant. On constate alors qu'il est possible de créer une richesse inconnue de la finance : une richesse qui ne ruine pas les bases de la vie sur Terre.

Avec *La transition, c'est maintenant*, Laure Waridel nous démontre que tout est encore possible. Elle fait la preuve que nous avons tous et toutes un rôle important à jouer, quelle que soit la place que l'on occupe dans la société.

À nous de choisir aujourd'hui ce que sera demain.



La transition, c'est maintenant
Choisir aujourd'hui ce que sera demain
Laure Waridel
Préface de Dominic Champagne

POSTDOC AU PAYS DES MERVEILLES

SACS DE CAMOUFLAGES

Par Michaël Lachance

J'y suis arrivé. En tout cas, j'ai survécu à la connerie ; jusqu'ici. Ce n'est pas rien. Je le souligne. J'arrive à ce moment de la vie où l'on ne sait plus. On oublie. Pour ma part, systématiquement. Non pas par déficit, parce que je le veux bien, c'est tout ; des choses qui arrivent, point. On va tous y arriver. Plus on tient bon sur cette terre et plus les chances de rater sont fortes. Ce n'est pas mon sujet, cela dit, mais j'y arrive.

Cet été, j'ai voyagé. Pas par vacances. Oui, les vacances, un peu, mais je ne considère pas tant mes voyages comme des vacances. Dans tous les cas, les vacances, ça veut dire quoi ? Fouter son camp lorsqu'on est en enseignement préscolaire en mars pour fuir des parents fous qui vous appellent à minuit pour vous rater que son enfant est un génie surdoué - doué de douances -, dossier que vous devez désormais gérer pour à peu près tous les enfants : il est lunatique, douance. Il est distrait, douance. Il a une bonne mémoire, douance. Il sait des tonnes de dates par cœur, douance... inutile.

Pour ce ou cette professeure, les vacances s'expliquent. Mieux, il est nécessaire de créer une alliance avec les Bermudes pour financer les déplacements de nos enseignants quatre fois par année. Au XIXe siècle, pour se calmer, on va aux bains thermaux - dans l'Antiquité également. Premier ministre, je finance le même traitement cyclique quatre fois l'an pour tout le personnel soignant sauf les médecins.

Comme médocastre, je sais qu'on n'a pas besoin des Bermudes, pas lorsqu'on peut se payer la Lune. Ça va de soi.

Je suis arrivé à Québec le 28 août. J'ai repris mes routines, sans grand enthousiasme. Aussitôt ici, j'ai été bombardé par l'actualité déprimante. On fait aller. Un matin, un bac en plastoc m'attendait avec une tonne de sacs distribués par la Ville. J'ai été invité à changer le monde par un geste qui équilibrera, semble-t-il, notre rapport au monde, à la consommation, etc. Un dépliant m'a dit qu'on devait « ensemble » faire des efforts pour rendre ce monde meilleur pour nos enfants doués.

J'ai épluché la brochure, compris qu'on souhaitait que je garroche mes restants de table dans un sac mauve pour créer de l'énergie propre et fournir une usine qui carbure aux queues de crevettes et autres peaux de poulets indigestes pour enfin - on y

arrive - allumer une ampoule dans les toilettes d'un Tim Horton à Beauport...

Pas contre. Comment l'être ? Tous les moyens sont bons pour changer le monde. Bien que nos petits gestes soient plus futiles que nécessaires.

J'ai fait une bouillabaisse, avec la rouille, l'aïoli, les biscuits et tout et tout. Les têtes de poissons, les arêtes et tous les restants de ce plat méditerranéen délicieux ont contribué à remplir un sac mauve à moitié. Un certain dimanche ordinaire sur Terre.

Un lundi soir, dans mon univers, ça puait. Je me suis dit : je vais aller vider mon sac dans le compost, parce que l'odeur est insupportable. Dans tous les cas, ces sacs sont-ils recyclables ? J'ai fait cette offrande à la Terre dans ma cour avec un petit plaisir à imaginer la surdose de matières dont mon sol allait carburer.

J'ai pensé à tous ces gens qui galopent sur Terre pour emmerder des villes, des villages, souiller des pays pour une photo ou pour dire : « Mon pied a foulé ce sol, je peux, comme mes amis à la job, dire : moi aussi. »

Et, c'est à ce moment qu'une tracasserie est venue anéantir ma satisfaction de nouvellement retraité : si les sacs sont souillés, comment peuvent-ils être recyclables ?

Un coup de téléphone, deux ou trois clics, un échange ici et j'ai eu ma réponse sans trop chercher. Synthèse : l'administration de la très belle ville de Québec lance 24 millions de sacs recyclables sur tout le territoire administratif de la région métropolitaine (sic) de Québec. C'est-à-dire, d'une entrée dans la région affichée sur le dos d'une baleine bleue à Baie-Sainte-Catherine, un arbre quelque part dans la réserve faunique des Laurentides et une enseigne entre deux cours d'eau dans Portneuf, on recycle vos restants de tables pour allumer vos ampoules à la Noël.

En effet, ces sacs sont recyclables. Vous pouvez utiliser vos sacs bleus pour y foutre tous vos sacs mauves, ils seront recyclés. Or, faites gaffe, car, ces 24 millions de sacs/annuel, une fois souillés, ne le seront plus...

L'incinérateur se charge des restes, qu'importent les particules de plastiques brûlées et soufflées dans les quartiers centraux de Québec, particulièrement dans Limoilou...

Septembre, encore. J'y suis arrivé!

Et vous ?

**Vous aimez lire Droit de parole ?
Vous pouvez le trouver dans
les lieux suivants**

LIMOILLOU**Alimentex**

1185, 1e avenue

Bal du Lézard

1049, 3e avenue

**Espace 13/2 culturel et
communautaire**

210, 13e rue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4e Avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8e Avenue

Saint-Roch**Tam-tam café**

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

SAINT-SAUVEUR**Au bureau de Droit de parole**

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

**Centre communautaire
Édouard-Lavergne**

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

SAINT-JEAN-BAPTISTE**L'ascenseur du faubourg**

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

MONTCALM**Centre Frédéric-Back**

870, avenue de Salaberry

STE-FOY**Université Laval****Pavillons Casault
et Bonenfant****Comité logement d'aide
aux locataires de Ste-Foy**

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Librairie Vaugois1300, avenue Maguire,
Québec**VIEUX-QUÉBEC****Librairie Pantoute**

1100, rue Saint-Jean

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !**Devenez ami.E de Droit de parole**

100 \$

Nom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Abonnement individuel

30 \$

Abonnement institutionnel

40 \$

Abonnement de soutien

50 \$

Adhésion individuelle

10 \$

Adhésion individuelle (à faible revenu)

5 \$

Adhésion de groupes et organismes

25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

**Lisez-nous en ligne
droitdeparole.org**